

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29144]

**24 JANUARI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de organisatie van een deel van het stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers van de basisschool van Stoumont in het onthaalcentrum van Borgoumont wordt toegelaten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de artikelen 6 en 9;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2012 tot toepassing van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, artikel 4;

Gelet op de aanvraag die door de gemeenteschool van Stoumont werd gestuurd overeenkomstig artikel 4 van het bovenvermelde besluit van 8 november 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 december 2012;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De organisatie van een deel van het stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers van de basisschool van Stoumont wordt, voor het schooljaar 2012-2013, in het onthaalcentrum van Borgoumont toegelaten, overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

**Art. 2.** Die toelating wordt elk schooljaar verlengd, mits inachtneming van de behoudnorm bepaald in artikel 6 van het bovenvermelde decreet en behalve de tegenstrijdige aanvraag van de betrokken schoolinrichting.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2012.

**Art. 4.** De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 januari 2013.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Merv. M.-D. SIMONET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201082]

**25 JANVIER 2013. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie**

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 51bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 25bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29bis;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 décembre 2012;

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 doivent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> « logement » : bâtiment ou partie de bâtiment destiné à l'habitation individuelle ou collective, occupé de manière permanente ou temporaire, qui dispose d'un séjour, d'une cuisine, d'un point d'eau utilisé pour l'hygiène et d'un WC »;

2<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> « unité d'habitation » : partie d'un logement dont les locaux sont réservés à l'usage exclusif d'un seul ménage. L'affectation à l'usage du ménage doit concerner au moins 60 % des locaux de l'unité d'habitation » ;

3<sup>o</sup> le 4<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 4<sup>o</sup> « maison unifamiliale » : logement constitué d'une seule unité d'habitation » ;

4<sup>o</sup> un 4/1<sup>o</sup> est inséré, rédigé comme suit :

« 4/1<sup>o</sup> « appartement » : unité d'habitation dans un bâtiment qui en comporte plusieurs ».

**Art. 2.** A l'article 5, § 6, les termes « pour tout autre bâtiment » sont remplacés par les termes « par bâtiment dans les autres cas ».

**Art. 3.** A l'article 6, § 7, les termes « pour tout autre bâtiment » sont remplacés par les termes « par bâtiment dans les autres cas ».

**Art. 4.** A l'article 7, § 6, les termes « pour tout autre bâtiment » sont remplacés par les termes « par bâtiment dans les autres cas ».

**Art. 5.** L'article 14, modifié par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 14. Lorsque la date de l'accusé de réception de la demande de permis d'urbanisme est postérieure au 31 décembre 2009, une prime de 250 euros est octroyée, pour la réalisation, au plus tard dans les quatre mois de la réception provisoire d'une maison unifamiliale, d'un test d'étanchéité à l'air réalisé conformément à la norme NBN EN 13829 et selon la méthode A définie par cette norme, complétée par les annexes 1<sup>re</sup> et 2 ».

**Art. 6.** A l'article 20, § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, les termes « ou le générateur d'air chaud » sont abrogés;

2° l'alinéa 5, inséré par l'article 9, 2°, de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011, est abrogé.

**Art. 7.** A l'article 37, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° l'échangeur thermique doit avoir, aux débits nominaux calculés conformément au 4°, un rendement minimum de 75 % suivant l'annexe G de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012 modifiant, en ce qui concerne la performance énergétique des bâtiments, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie »;

2° le § 2 est remplacé par :

« Le montant total de la prime est de 75 % de l'investissement global et ne peut excéder 1.500 euros par système de récupération de chaleur installé dans le bâtiment. Cette prime ne peut être cumulée avec la prime visée à l'article 11 du présent arrêté. »

**Art. 8.** A l'article 40, alinéa 2, le terme « logement » est remplacé par le terme « bâtiment ».

**Art. 9.** A l'article 42, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Une prime est octroyée pour le remplacement complet des luminaires équipant un système d'éclairage intérieur, en cas de rénovation d'un logement permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1° entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les autres locaux.

Le matériel installé doit être agréé ENEC.

En cas de luminaires équipés de lampes fluorescentes ou de lampes à décharge, ceux-ci sont équipés exclusivement de ballasts électroniques »;

2° au § 2, alinéa 2, le terme « logement » est remplacé par le terme « bâtiment ».

**Art. 10.** A l'article 43, alinéa 2, le terme « logement » est remplacé par le terme « bâtiment ».

**Art. 11.** A l'article 47, le terme « logements » est chaque fois remplacé par le terme « unités d'habitation ».

**Art. 12.** A l'article 48, § 4, les termes « pour tout autre logement » sont remplacés par les termes « par bâtiment dans les autres cas ».

**Art. 13.** A l'article 49, § 4, les termes « pour tout autre logement » sont remplacés par les termes « par bâtiment dans les autres cas ».

**Art. 14.** A l'article 50, § 4, les termes « pour tout autre logement » sont remplacés par les termes « par bâtiment dans les autres cas ».

**Art. 15.** A l'article 52, § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, les termes « ou le générateur d'air chaud » sont abrogés;

2° l'alinéa 5, inséré par l'article 22, 2°, de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011, est abrogé.

**Art. 16.** A l'article 61, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° l'échangeur thermique doit avoir, aux débits nominaux calculés conformément au 4°, un rendement minimum de 75 % suivant l'annexe G de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012 modifiant, en ce qui concerne la performance énergétique des bâtiments, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie; »;

2° au § 2, les termes « unité d'habitation » sont remplacés par les termes « système de récupération de chaleur installé dans le bâtiment ».

**Art. 17.** A l'article 64, alinéa 2, le terme « logement » est remplacé par le terme « bâtiment ».

**Art. 18.** A l'article 70, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1 est remplacé par ce qui suit :

« Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un logement, pour le remplacement complet des luminaires équipant un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1° entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les autres locaux. »;

3° à l'alinéa 5, le terme « logement » est remplacé par le terme « bâtiment ».

**Art. 19.** A l'article 71, alinéa 2, le terme « logement » est remplacé par le terme « bâtiment ».

**Art. 20.** A l'article 83, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Une prime est octroyée, en cas de rénovation, pour le remplacement complet des luminaires équipant un système d'éclairage intérieur permettant une amélioration combinée des performances énergétiques et photométriques du système d'éclairage dont la puissance installée après travaux ne dépasse pas :

1° 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les halls de sport et piscines;

2° 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les locaux à usage médical;

3° entre 3 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir bas et large (min 30 m x 2 m x 2,8 m) et 8,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans un couloir haut et étroit (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

4° 2,5 W/m<sup>2</sup> par 100 lux dans les bureaux et autres locaux. »

**Art. 21.** L'article 87/1, inséré par l'article 22 de l'arrêté ministériel du 18 février 2011, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le traitement des demandes de primes visées aux articles 11, 12, 12/1, 13 et 13/1, le délai de septante jours visé à l'article 87, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est porté à 180 jours. »

**Art. 22.** A l'article 95, modifié par l'article 30 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011, les termes « 31 décembre 2012 » sont remplacés par les termes « 31 décembre 2013 ».

**Art. 23.** Au titre d'erratum, à l'article 13/1, inséré par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 18 février 2011, les termes « 31 août 2010 » sont rectifiés et remplacés par les termes « 31 août 2011 ».

**Art. 24.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Namur, le 25 janvier 2013.

J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201082]

#### 25. JANUAR 2013 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 51*bis*, Absatz 1, 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 25*bis*;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29*bis*;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 6. Dezember 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 31. Dezember 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Abänderungen des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 am 1. Januar 2013 in Kraft treten sollen,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° "Wohnung": ständig oder zeitweilig bewohntes, zur Nutzung als Ein- oder Mehrfamilienhaus bestimmtes Gebäude oder Gebäudeteil, das über ein Wohnzimmer, eine Küche, eine für die Hygiene benutzte Wasserstelle und ein WC verfügt;"

2° Punkt 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"3° "Wohneinheit": Teil einer Wohnung, dessen Räume der ausschließlichen Verwendung durch einen einzigen Haushalt vorbehalten sind. Die Zweckbestimmung für die Verwendung durch einen Haushalt muss mindestens 60 % der Räume der Wohneinheit betreffen;"

3° Punkt 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

4° "Einfamilienhaus": Wohnung, die aus einer einzigen Wohneinheit besteht;"

4° ein Punkt 4/1° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"4/1 "Appartement": Wohneinheit in einem Gebäude, das mehrere Wohneinheiten enthält;"

**Art. 2** - In Artikel 5, § 6 werden die Wörter "für jedes andere Gebäude" durch die Wörter "pro Gebäude in den anderen Fällen" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 6, § 7 werden die Wörter "für jedes andere Gebäude" durch die Wörter "pro Gebäude in den anderen Fällen" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 7, § 6 werden die Wörter "für jedes andere Gebäude" durch die Wörter "pro Gebäude in den anderen Fällen" ersetzt.

**Art. 5** - Artikel 14, abgeändert durch Artikel 8 des Ministerialerlasses vom 23. Dezember 2011, wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 14 - Wenn das Datum der Empfangsbestätigung des Antrags auf Städtebaugenehmigung nach dem 31. Dezember 2009 liegt, wird für die Durchführung eines Luftdichtheitstests gemäß der Norm NBN EN 13829 und nach dem von dieser Norm bestimmten Verfahren A, ergänzt durch die Anlagen 1 und 2, spätestens innerhalb von vier Monaten ab der vorläufigen Abnahme eines Einfamilienhauses, eine Prämie von 250 Euro gewährt."

**Art. 6** - In Artikel 20, § 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 4 werden die Wörter "oder der Warmlufterzeuger" gestrichen;

2° Absatz 5, eingefügt durch Artikel 9, 2° des Ministerialerlasses vom 23. Dezember 2011, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 7** - In Artikel 37 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Punkt 5 durch Folgendes ersetzt:

"5° der Wärmetauscher muss bei den gemäß Punkt 4° berechneten Nennleistungen einen Wirkungsgrad von mindestens 75% gemäß der Anlage G der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie hinsichtlich der Energieeffizienz von Gebäuden aufweisen;"

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„Der Gesamtbetrag der Prämie beträgt 75% der Globalinvestition und darf 1.500 Euro pro im Gebäude installiertes Wärmerückgewinnungssystem nicht übersteigen. Diese Prämie darf nicht mit der in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses genannten Prämie kumuliert werden.“

**Art. 8** - In Artikel 40, Absatz 2 wird das Wort „Wohnung“ durch das Wort „Gebäude“ ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 42 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. „Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige Ersetzen der Leuchten, die ein Innenbeleuchtungssystem ausrüsten, durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in anderen Räumen.

Für das installierte Material muss eine ENEC-Zulassung vorhanden sein.

Im Falle von Leuchten, die mit Leuchtstoff- oder Entladungslampen ausgerüstet sind, dürfen diese nur mit elektronischen Vorschaltgeräten ausgerüstet sein.“;

2° in § 2, Absatz 2 wird das Wort „Wohnung“ durch das Wort „Gebäude“ ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 43, Absatz 2 wird das Wort „Wohnung“ durch das Wort „Gebäude“ ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 47 wird das Wort „Wohnungen“ jedesmal durch das Wort „Wohneinheiten“ ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 48, § 4 werden die Wörter „für jede andere Wohnung“ durch die Wörter „pro Gebäude in den anderen Fällen“ ersetzt.

**Art. 13** - In Artikel 49, § 4 werden die Wörter „für jede andere Wohnung“ durch die Wörter „pro Gebäude in den anderen Fällen“ ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel 50, § 4 werden die Wörter „für jede andere Wohnung“ durch die Wörter „pro Gebäude in den anderen Fällen“ ersetzt.

**Art. 15** - In Artikel 52, § 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 4 werden die Wörter „oder der Warmluftzeuger“ gestrichen;

2° Absatz 5, eingefügt durch Artikel 22, 2° des Ministerialerlasses vom 23. Dezember 2011, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 16** - In Artikel 61 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Punkt 5° durch Folgendes ersetzt:

„5° der Wärmetauscher muss bei den gemäß Punkt 4° berechneten Nennleistungen einen Wirkungsgrad von mindestens 75% gemäß der Anlage G der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie hinsichtlich der Energieeffizienz von Gebäuden aufweisen.“;

2° in § 2 wird das Wort „Wohneinheit“ durch die Wörter „pro im Gebäude installiertes Wärmerückgewinnungssystem“ ersetzt.

**Art. 17** - In Artikel 64, Absatz 2 wird das Wort „Wohnung“ durch das Wort „Gebäude“ ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 70 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige Ersetzen der Leuchten, die ein Innenbeleuchtungssystem ausrüsten, durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in anderen Räumen.“;

3° in Absatz 5 wird das Wort „Wohnung“ durch das Wort „Gebäude“ ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 71, Absatz 2 wird das Wort „Wohnung“ durch das Wort „Gebäude“ ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel 83, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt :

„Eine Prämie wird bei der Renovierung einer Wohnung für das völlige Ersetzen der Leuchten, die ein Innenbeleuchtungssystem ausrüsten, durch ein System gewährt, das eine kombinierte Aufbesserung der Energie- und Lichteffizienz des Beleuchtungssystems möglich macht, dessen nach den Arbeiten installierte Leistung folgende Werte nicht übersteigt:

1° 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den Sporthallen und Schwimmbädern;

2° 3 W/m<sup>2</sup> je 100 lux in den zu medizinischen Zwecken benutzten Räumlichkeiten;

3° zwischen 3 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in niedrigen und breiten Gängen (mind. 30 m x 2 m x 2,8 m) und 8,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in hohen und schmalen Gängen (mind. 30 m x 1 m x 3,5 m);

4° 2,5 W/m<sup>2</sup> pro 100 Lux in den Büros und den anderen Räumen.“

**Art. 21** - Artikel 87/1, eingefügt durch Artikel 22 des Ministerialerlasses vom 18. Februar 2011, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„87/1 - Für die Behandlung der in den Artikeln 11, 12, 12/1, 13 und 13/1 erwähnten Prämienanträge wird die in Artikel 87, § 1, Absatz 2 erwähnte Frist auf 180 Tage verlängert.“

**Art. 22** - In Artikel 95, abgeändert durch Artikel 30 des Ministerialerlasses vom 23. Dezember 2011, werden die Wörter „31. Dezember 2012“ durch die Wörter „31. Dezember 2013“ ersetzt.

**Art. 23** - In Artikel 13/1, eingefügt durch Artikel 8 des Ministerialerlasses vom 18. Februar 2011, werden die Wörter „31. August 2010“ als Errata berichtigt und durch die Wörter „31. August 2011“ ersetzt.

**Art. 24** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2013 wirksam.

Namur, den 25. Januar 2013

J.-M. NOLLET



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201082]

**25 JANUARI 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik**

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 51*bis*, eerste lid, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25*bis*;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29*bis*;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 december 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 december 2012;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aangebrachte wijzigingen op het ministerieel besluit van 22 maart 2010 in werking moeten treden op 1 januari 2013,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2° "woning" : gebouw of deel van gebouw bestemd voor bewoning door één of meer gezinnen, permanent of tijdelijk bewoond, dat bestaat uit een woonkamer, een keuken, hygiënisch kraanwatertappunt en een toilet;"

2° 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"3° "wooneenheid" : gedeelte van een woning waarvan de lokalen voorbehouden zijn voor het exclusief gebruik door één gezin. De bestemde plaatsen voor het gebruik van het gezin moeten ten minste 60 % van de lokalen van de wooneenheid betreffen;"

3° 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4° "eengezinswoning" : woning die bestaat uit een enkel wooneenheid;"

4° er wordt een 4/1° ingevoegd, luidend als volgt :

"4/1° "appartement" : wooneenheid in een gebouw dat uit meerdere wooneenheden bestaat : "

**Art. 2.** In artikel 5, § 6, worden de woorden "voor elk ander gebouw" vervangen door "per gebouw in de andere gevallen".

**Art. 3.** In artikel 6, § 7, worden de woorden "voor elk ander gebouw" vervangen door "per gebouw in de andere gevallen".

**Art. 4.** In artikel 7, § 6, worden de woorden "voor elk ander gebouw" vervangen door "per gebouw in de andere gevallen".

**Art. 5.** Artikel 14, bij artikel 8 van het ministerieel besluit van 23 december 2011 gewijzigd, wordt vervangen door de volgende tekst :

Art. 14. Wanneer de datum van bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag na 31 december 2009 valt, wordt een premie van 250 euro toegekend voor de uitvoering, uiterlijk binnen de vier maanden na de voorlopige oplevering van een eengezinswoning, van een luchtdoorlatendheidstest overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A ».

**Art. 6.** In artikel 20, § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid worden de termen "of de warmeluchtgenerator" opgeheven;

2° lid 5, ingevoegd bij artikel 9, 2° van het ministerieel besluit van 23 december 2011, wordt opgeheven.

**Art. 7.** In artikel 37 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt 5° vervangen als volgt :

"5° bij nominale vermogens die overeenkomstig 4° worden berekend, moet de warmtewisselaar een minimumrendement hebben van 75 % volgens bijlage G van bijlage I van het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en Energie, betreffende de energieprestatie van gebouwen;"

2° wordt § 2 vervangen als volgt :

"Het totaalbedrag van de premie is gelijk aan 75 % van de globale investering en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per in het gebouw geïnstalleerd systeem voor warmterecuperatie. Deze premie mag niet gecumuleerd worden met de premie bedoeld in artikel 11 van dit besluit."

**Art. 8.** In artikel 40, tweede lid, wordt het woord "woning" vervangen door het woord "gebouw".

**Art. 9.** In artikel 42 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1 Er wordt een premie toegekend voor de volledige vervanging van verlichtingen van een binnenverlichtingssysteem in geval van renovatie van een woning die een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° tussen 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in de andere lokalen.

Het geïnstalleerde materiaal is voorzien van de ENEC-certificatie.

Verlichtingstoestellen uitgerust met fluorescerende lampen of ontladingslampen worden uitsluitend van elektronische ballasts voorzien »;

2° in § 2 wordt het woord "woning" vervangen door het woord "gebouw".

**Art. 10.** In artikel 43, tweede lid, wordt het woord "woning" vervangen door het woord "gebouw".

**Art. 11.** In artikel 47, wordt de term "woningen" telkens vervangen door het woord "wooneenheden".

**Art. 12.** In artikel 48, § 4, worden de woorden "voor elk ander gebouw" vervangen door de woorden "per gebouw in de andere gevallen".

**Art. 13.** In artikel 49, § 4, worden de woorden "voor elk ander gebouw" vervangen door de woorden "per gebouw in de andere gevallen".

**Art. 14.** In artikel 50, § 4, worden de woorden "voor elk ander gebouw" vervangen door de woorden "per gebouw in de andere gevallen".

**Art. 15.** In artikel 52, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid worden de woorden "of de warmeluchtgenerator" opgeheven;

2° lid 5, ingevoegd bij artikel 22, 2° van het ministerieel besluit van 23 december 2011, word opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 61 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt 5° vervangen als volgt :

"5° bij nominale vermogens die overeenkomstig 4° worden berekend, moet de warmtewisselaar een minimumrendement hebben van 75 % volgens bijlage G van bijlage I van het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en Energie, betreffende de energieprestatie van gebouwen;"

2° in § 2 worden de termen "wooneenheid" vervangen door de termen "systeem van warmterecuperatie dat in het gebouw is geïnstalleerd".

**Art. 17.** In artikel 64, tweede lid, wordt het woord "woning" vervangen door het woord "gebouw".

**Art. 18.** In artikel 70 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

In geval van renovatie van een woning wordt een premie toegekend voor de volledige vervanging van de verlichtingen van een binnenverlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° tussen 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

2° 2,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in de andere lokalen »;

3°, vijfde lid, wordt het woord "woning" vervangen door de term "gebouw".

**Art. 19.** In artikel 71, tweede lid, wordt het woord "woning" vervangen door het woord "gebouw".

**Art. 20.** In artikel 83, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

In geval van renovatie wordt een premie toegekend voor de volledige vervanging van de verlichtingen van een binnenverlichtingssysteem dat een gecombineerde verbetering van de fotometrische en energieprestaties van het verlichtingssysteem mogelijk maakt waarvan het geïnstalleerde vermogen na de werkzaamheden niet meer bedraagt dan :

1° 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in sporthallen en zwembaden;

2° 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in lokalen voor medisch gebruik;

3° tussen 3 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een lage en brede gang (min 30 m x 2 m x 2,8 m) en 8,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in een hoge en smalle gang (min 30 m x 1 m x 3,5 m);

4° 2,5 W/m<sup>2</sup> per 100 lux in kantoren en andere lokalen.

**Art. 21.** Artikel 87/1, bij artikel 22 van het ministerieel besluit van 18 februari 2011 ingevoegd, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wat de behandeling betreft van de aanvragen van premies bedoeld in artikelen 11, 12, 12/1, 13 en 13/1 wordt de termijn van zeventig dagen bedoeld in artikel 87, § 1, tweede lid, op 180 dagen gebracht."

**Art. 22.** In artikel 95, dat door artikel 30 van het ministerieel besluit van 23 december 2011 gewijzigd is, worden de woorden "31 december 2012" door de woorden "31 december 2013" vervangen.

**Art. 23.** In artikel 13/1, dat door artikel 8 van het ministerieel besluit van 18 februari 2011 ingevoegd is, worden de woorden "31 augustus 2010" als erratum aangepast en vervangen door de woorden "31 augustus 2011".

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Namen 25 januari 2013.